Le congrès du PCF et la crise du Front de Gauche

Le congrès du PCF, qui se tiendra du 2 au 5 juin prochain, sera probablement l'un des plus mouvementés de l'histoire récente du parti. Les erreurs successives de sa direction nationale, ces dernières années, et le couronnement de ces erreurs par la stratégie des « primaires de la gauche », ont provoqué une nouvelle crise du parti. Celle-ci s'exprime jusque dans l'appareil. Pour le congrès, des cadres dirigeants et intermédiaires du parti soutiennent un « texte alternatif » qui rejette les « primaires », entre autres (note 1).

Alors que Jean-Luc Mélenchon a annoncé sa candidature et mène campagne, les décisions et résultats du congrès du PCF seront observés bien au-delà des rangs du parti. Le PCF et ses militants ont joué un rôle décisif dans le succès du Front de Gauche à la présidentielle de 2012. Du fait de son implantation militante et de ses relais dans la jeunesse et le mouvement ouvrier, le PCF peut être un facteur politique majeur dans une campagne électorale comme celle de 2017. Mais ce n'est qu'une possibilité ; elle peut ne pas se concrétiser. Si le congrès du PCF confirme la stratégie des « primaires », et donc la scission du Front de Gauche à moins d'un an de la présidentielle, cela aura un impact très sérieux – et, à notre avis, très négatif – sur l'avenir du parti.

Le présent document est une contribution des militants de *Révolution* (marxiste.org). Nous sommes partie prenante du Front de Gauche depuis sa création, en 2009. A l'occasion du 37e congrès du PCF, nous voulons exposer ici notre point de vue sur la politique actuelle du parti, son programme et sa stratégie – mais aussi, plus largement, sur la nécessité de construire un mouvement politique de masse susceptible d'en finir avec le capitalisme en crise. Ainsi, ce document aborde non seulement la politique du PCF, mais aussi celle du Front de Gauche en général – et notamment de Jean-Luc Mélenchon et du mouvement qu'il s'efforce de construire autour de sa candidature.

La crise du capitalisme

La crise du PCF et du Front de Gauche s'est développée dans un contexte économique et politique bien déterminé. Il faut donc commencer par une analyse de ce contexte.

La crise économique qui a éclaté en 2008 est un tournant de l'histoire. Comme dans les années 30, il s'agit d'une crise *organique* du système capitaliste, et pas seulement *conjoncturelle*. Le capitalisme s'est toujours développé à travers des cycles de croissance-récession : c'est sa respiration naturelle. Mais la crise actuelle exprime *l'impasse historique du système*, sa complète décadence. Les moyens de production, la science et la technologie étouffent dans les camisoles de force de la propriété capitaliste et des Etat-nations. Ce système constitue désormais un obstacle absolu sur la voie du progrès social. Il est même une menace pour la survie de l'espèce humaine, du fait des catastrophes environnementales qu'il provoque et prépare.

Depuis 2008, les phases de « reprise » économique ont été très faibles et de courte durée. C'est caractéristique d'une crise organique. Les pays capitalistes avancés oscillent entre faible croissance, stagnation et récession. Les économies dites « émergentes » n'émergent plus ; elles ralentissent sérieusement (Chine) ou sombrent dans la récession (Russie, Brésil), entraînant d'autres économies dans leur sillon. De nombreux économistes bourgeois annoncent une nouvelle récession mondiale à court ou moyen terme. Ils craignent qu'elle soit

encore plus profonde qu'en 2008-2009. Le ralentissement de la Chine, en particulier, est une énorme source d'instabilité économique.

En France comme dans le reste du monde, les conditions de vie, de travail et d'études de la vaste majorité de la population n'ont cessé de se dégrader sous l'impact de la crise et des politiques d'austérité. Le rythme de cette régression sociale est plus ou moins rapide selon les pays, mais tous les peuples sont frappés. Partout, la classe dirigeante exige des « allègements de charge » pour elle-même – et des coupes budgétaires pour les autres. Autrement dit, elle transfère le poids de la crise sur les épaules des salariés, des chômeurs, des retraités et de la jeunesse. Les inégalités vertigineuses continuent de se creuser, nourrissant la colère et le ressentiment des « 99 % » contre les « 1 % ».

Radicalisation politique

La crise de 2008 a pris les travailleurs par surprise. Dans un premier temps, ils furent choqués et espéraient qu'il s'agirait d'une crise passagère. Mais au fil des années, des contre-réformes et des mesures d'austérité, ils ont commencé à prendre conscience de la gravité de la crise. Et comme toujours, la radicalisation des masses s'est exprimée non de façon graduelle, linéaire, mais de façon soudaine et explosive. On l'a vu en Grèce (Syriza), puis en Espagne (Podemos), en Grande-Bretagne (Corbyn) et aux Etats-Unis (Sanders). La signification de tous ces phénomènes est parfaitement claire : il s'agit d'une réaction politique massive, *sur la gauche*, à la crise du capitalisme et aux politiques d'austérité.

Si cela ne concernait qu'un seul pays, on pourrait y voir un accident, une exception. Mais le même processus politique – avec, chaque fois, ses particularités nationales – affecte un pays après l'autre. Il s'agit donc d'un phénomène général, aux causes profondes, et susceptible de toucher tous les pays. La France ne fera pas exception. Une cristallisation politique de masse, sur la gauche de l'échiquier politique, n'est pas seulement possible ; elle est inévitable.

En Grèce et en Espagne, la capitulation des dirigeants sociaux-démocrates, qui ont mené des politiques d'austérité, a déterminé l'émergence de Syriza et Podemos. Sous la pression des capitalistes, les dirigeants du PASOK et du PSOE sont passés en un clin d'œil de la réforme à la contre-réforme. Le PASOK en est sorti laminé ; le PSOE se débat dans une crise profonde. En outre, dans ces deux pays, les forces communistes traditionnelles n'ont pas réussi à capter le mécontentement des masses. En Grèce, le KKE conserve une assise importante dans la classe ouvrière organisée, mais sa direction s'est obstinée dans un sectarisme qui rebute de larges couches de la jeunesse et du salariat. Cela a favorisé l'ascension de Syriza. En Espagne, les dirigeants d'Izquierda Unida ont été incapables de rompre, politiquement, avec la direction réactionnaire du PSOE – et, plus généralement, de refléter la radicalisation des masses. Celle-ci a donc trouvé un *autre* véhicule politique, à travers Podemos.

L'expérience de ces deux pays est particulièrement précieuse pour le mouvement ouvrier français – et pour le Front de Gauche en particulier. Au pouvoir depuis 2012, le Parti Socialiste mène une politique réactionnaire sur toute la ligne. La loi Travail n'est que le dernier acte de cette capitulation des dirigeants du PS face aux intérêts fondamentaux de la classe dirigeante. En conséquence, le PS est abonné aux déroutes électorales depuis 2012. Le Front de Gauche aurait pu et dû en profiter. Or cela n'a pas été le cas. Pourquoi ?

La crise du Front de Gauche

En guise d'explication, on a parfois entendu l'idée suivante : « en France, la crise n'est pas aussi profonde qu'en Grèce et en Espagne ». C'est exact, mais cela n'explique pas grand-chose. Premièrement, la crise a bel et bien trouvé une expression politique, en France – *dans l'abstention massive et la poussée du FN*. Le PS a perdu des millions de voix et les Républicains peinent à en profiter, car ils sont discrédités par dix années de pouvoir (2002-2012) et les déboires judiciaires de leurs dirigeants. Autrement dit, il y a un rejet massif des deux grands partis « de gouvernement » et du système politique en général. Le mouvement contre la loi Travail et le phénomène des « Nuits Debout » sont une autre illustration évidente du mécontentement des masses.

Deuxièmement, l'argument de la crise « moins profonde », en France, pourrait expliquer une progression du Front de Gauche *moins rapide* que celle de Syriza en Grèce ou de Podemos en Espagne. Mais au lieu de progresser, le Front de Gauche a *régressé*, lors des élections intermédiaires. Cela ne peut pas être mis sur le compte des « conditions objectives ». C'est un problème de ligne politique, donc de direction. C'est ce que confirment, indirectement, les phénomènes Sanders et Corbyn aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne – deux pays où la crise est « moins profonde » qu'en Grèce et en Espagne. Mais Sanders et Corbyn ont offert un véhicule politique au mécontentement des masses. La direction du Front de Gauche, non. C'est toute la différence – et le fond du problème.

Le succès de la campagne de Mélenchon, en 2012, était plein de promesses. Mais dès les élections municipales de mars 2014, le Front de Gauche s'est profondément divisé. Le PCF s'est compromis dans des alliances au premier tour avec le PS, pendant que le Parti de Gauche s'alliait aux Verts (qui étaient au gouvernement). Après quoi les divisions ont continué, tout comme les alliances et manœuvres opportunistes avec le PS et les Verts. Nous l'avons expliqué dans de nombreux articles ; nous n'y reviendrons pas ici dans le détail. Il suffit d'analyser les résultats des élections intermédiaires, depuis 2012, pour y lire la déception d'un grand nombre de jeunes et de salariés qui avaient soutenu la dernière campagne présidentielle du Front de Gauche.

Le PCF et le « partenaire » socialiste

L'erreur des alliances du PCF avec le PS aux municipales de 2014 était flagrante, mais elle n'avait rien de nouveau. Depuis de nombreuses années, l'un des principaux facteurs déterminant la politique de la direction du PCF est le lien de dépendance organique entre son appareil – élus, permanents, finances – et celui du Parti Socialiste. Les directions nationale et locales du parti sont tombées dans une véritable *routine* politique à l'égard du PS, ce grand « partenaire » avec lequel se négocient, à chaque échéance électorale, des positions éligibles et d'éventuelles collaborations dans les exécutifs.

La justification politique des alliances avec le PS est toujours la même : « il faut des élus communistes pour *peser* sur la politique du PS et le pousser *vers la gauche »*. Or depuis des décennies, le PS ne cesse d'aller *vers la droite* et d'entraîner la direction du PCF dans son sillon. Le soutien des ministres communistes et de la direction du PCF aux privatisations massives du gouvernement Jospin (1997-2002) fut un point culminant de cette dérive droitière (note 2). Elle a porté un coup sévère au PCF, sur les plans électoral et militant.

Plus le PS se déporte vers la droite, plus le PCF pâtit de ses alliances avec des dirigeants « socialistes » complètement discrédités auprès des jeunes et des travailleurs les plus radicalisés, c'est-à-dire auprès de ceux qui devraient constituer la base sociale du PCF. Les

dirigeants du PCF s'efforcent parfois de souligner la différence entre les politiques *locales* et la politique *nationale* du PS. Mais cette distinction très artificielle ne convainc pas : le rejet de la politique du PS au pouvoir se répercute immanquablement au niveau local – et rejaillit donc sur le PCF. D'élections en élections, le même cercle vicieux entraîne un *recul* du nombre d'élus communistes, soit le contraire de l'objectif affiché.

La crise du réformisme et ses conséquences

La dépendance de l'appareil du PCF à l'égard de celui du PS est à la fois la cause et la conséquence du *réformisme* des dirigeants du PCF. Ils ne conçoivent pas d'alternative au système capitaliste ; ils ne remettent plus en cause la grande propriété capitaliste. Or la crise du capitalisme entraîne fatalement celle du réformisme, qui se trouve privé de bases matérielles. Alors, les dirigeants du PCF s'efforcent de cacher leur impuissance programmatique et idéologique dans un brouillard toujours plus épais de bonnes intentions, de sentiments humanistes et de lyrisme verbeux. Les 45 pages du document de congrès adopté par le Conseil National en sont un exemple assommant.

Entre les déclarations progressistes des dirigeants du parti et leurs prises de position *concrètes*, le gouffre est parfois impressionnant. Par exemple, ils condamnent l'austérité. Mais dans le même temps, ils insistent pour soutenir inconditionnellement le gouvernement d'Alexis Tsipras, en Grèce, malgré sa capitulation de juillet 2015 et la nouvelle saignée qu'il impose au peuple grec. Les dirigeants du PCF fustigent la « troïka », à juste titre, mais dédouanent Tsipras de *toute* responsabilité. A les entendre, Tsipras serait désormais *obligé* de mener une politique d'austérité drastique. Il n'y aurait pas d'alternative. L'idée que les dirigeants de Syriza auraient pu rompre avec le capitalisme grec ne semble même pas leur traverser l'esprit. On voit ici clairement – non seulement en Grèce, mais dans l'esprit des dirigeants du PCF – comment la crise du capitalisme pousse le réformisme dans le bourbier de la *contre-réforme*.

L'adaptation des dirigeants du PCF au système et à ses institutions est apparue de façon scandaleuse, les 19 et 20 novembre dernier, lors du vote des députés et sénateurs sur « l'état d'urgence », que le gouvernement voulait prolonger de trois mois. *Tous* les députés du PCF ont voté en faveur du texte gouvernemental, provoquant l'indignation dans les rangs du parti. Le lendemain, au Sénat, le texte a été adopté *sans un seul vote « contre »*. Sur les 19 sénateurs du groupe « Communiste, Républicain et Citoyen », 8 ont voté pour et 11 se sont abstenus. L'abstention n'est pas moins lamentable que le vote « pour », bien sûr. Mais c'est tout à fait dans le style « raisonnable » et « conciliant » des élus nationaux du parti.

Certains camarades ont cherché des circonstances atténuantes aux parlementaires du PCF : le vote se tenait dans la foulée des attentats du 13 novembre, sous la pression d'une « opinion publique » choquée et réclamant des mesures sécuritaires, etc. Mais le rôle de dirigeants communistes est précisément de savoir *résister* à la pression de « l'opinion publique » et à sa manipulation par le gouvernement. Ils auraient dû expliquer que « l'état d'urgence » n'avait rien à voir avec la sécurité des citoyens, qu'il s'agissait d'une offensive cynique contre les droits démocratiques des jeunes et des travailleurs. Ils auraient dû également dénoncer les interventions criminelles de l'impérialisme français au Moyen-Orient – et son soutien direct et indirect à différentes fractions djihadistes. Au lieu de cela, les députés du PCF se sont *abstenus*, quelques jours plus tard (25 novembre), lors du vote sur le bombardement de la Syrie. Naturellement, les mêmes députés du PCF proclament à longueur de journée leur amour de la paix universelle.

La théorie du « changement de cap » gouvernemental

Les exemples que nous venons de donner ne sont pas des accidents de parcours ; ce sont quelques illustrations parmi les plus flagrantes de la politique erronée des dirigeants du PCF (note 3). Celle-ci s'est notamment manifestée, depuis 2012, dans leur refus de caractériser le Front de Gauche comme une *« opposition de gauche »* – et donc une *alternative* de gauche – au gouvernement de François Hollande, qui a pourtant très vite oublié ses promesses de campagnes et aligné toute sa politique sur les intérêts du patronat (ANI, « Pacte de stabilité », contre-réforme des retraites, etc.). Pendant que Jean-Luc Mélenchon dénonçait – à juste titre – l'irréversible capitulation de François Hollande aux exigences du MEDEF, les dirigeants du PCF se présentaient comme des « voix critiques » de la majorité parlementaire. Pierre Laurent et André Chassaigne expliquaient qu'il fallait patiemment « convaincre » les parlementaires socialistes. Ces derniers les écoutaient poliment, invitaient même Pierre Laurent à leur Université d'été – puis votaient des mesures de plus en plus réactionnaires.

La direction du parti n'a eu de cesse d'appeler le gouvernement Hollande à « changer de cap » – *vers la gauche*. En réponse, le gouvernement virait toujours plus *vers la droite*. Cela ne décourageait pas Pierre Laurent et André Chassaigne, qui voulaient croire à un « sursaut » du gouvernement, c'est-à-dire à un miracle. Mais y croyaient-ils vraiment ? Non. L'objectif réel de ces appels à un « changement de cap » n'était pas leur impact éventuel sur la politique du gouvernement. L'objectif réel était de *ne pas rompre avec le PS* – et, ainsi, de justifier des alliances et accords futurs. En appelant François Hollande à « changer de cap », c'est-à-dire à mener une politique contraire aux intérêts du patronat, la direction du PCF cherchait à ménager ses liens politiques – et d'appareils – avec le Parti Socialiste.

Les « primaires de la gauche »

Le soutien de la direction du PCF aux « primaires de la gauche » relève de la même logique. En 2012, elle avait soutenu la candidature de Mélenchon à la présidentielle. Mais depuis, Mélenchon lui pose un sérieux problème : il tire à boulets rouges sur la direction du PS et rejette les alliances avec ce parti. Autrement dit, Mélenchon est *trop à gauche* aux yeux des dirigeants du PCF. Alors, ils bottent en touche ; ils espèrent que les « primaires de la gauche » feront émerger une candidature moins hostile au PS, qu'ils pourront soutenir. Tout le reste – sur le caractère prétendument « démocratique » des primaires, etc. – n'est que littérature.

Sur son blog, le porte-parole du PCF Olivier Dartigolles vante les « primaires » et explique : *« nous démultiplions les contacts dans un arc de forces qui va du Front de gauche aux frondeurs socialistes, de syndicalistes aux initiateurs des appels aux primaires qui, très clairement, font le choix d'une alternative de gauche. »* Ainsi, *« l'arc de force »* de *« l'alternative de gauche »* comprendrait les *« frondeurs socialistes »* ? Mais il s'agirait de l'alternative à quoi, au juste ? Depuis 2012, les « frondeurs » du PS se sont illustrés – y compris dans leurs votes – par une extrême modération. Ils demandaient au gouvernement *un peu moins* d'austérité, mais votaient tout de même le budget. Ils ne proposent aucune alternative au capitalisme agonisant ; ils espèrent le ranimer par une petite cure d'homéopathie keynésienne.

En outre, jusqu'où va *« l'arc de force »* des *« frondeurs »* eux-mêmes ? Est-ce qu'il comprend Hamon et Montebourg, ex-ministres du gouvernement Hollande, par exemple ? Apparemment. De même, il semble que Cécile Duflot, ex-ministre et girouette notoire,

pourrait incarner *« l'alternative à gauche »*, elle aussi. C'est une mauvaise plaisanterie. Mais en réalité, tous ces réformistes modérés incarnent surtout une « alternative »... à Mélenchon ; c'est leur principale qualité, aux yeux de Pierre Laurent.

Comme à chaque fois qu'elle est en difficulté, la direction du parti propose aux militants d'organiser une *« consultation populaire sans précédent »*, et même une *« discussion politique géante avec notre peuple »* (note 4). Il s'agira de relever les *« exigences essentielles »* du peuple (Dartigolles), ses principales aspirations, au moyen d'un « questionnaire » rempli par 500 000 personnes (c'est l'objectif officiel). Puis les dirigeants du parti synthétiseront le tout dans un laboratoire de Colonel Fabien – et le résultat fixera les grandes lignes programmatiques des primaires, son *« socle commun »*. Gageons que ce « socle » conviendra à Montebourg, Hamon, etc. Alors, aucune protestation ne sera possible : le peuple aura parlé.

Telle est l'usine à gaz conçue par la direction du parti pour 2017. La base militante est au minimum sceptique. Des dirigeants (Buffet et Parny, entre autres) ont fait connaître leur net désaccord. Toute l'affaire pourrait s'écrouler sous le poids de ses contradictions internes. De leur côté, les militants communistes doivent exiger l'abandon de cette stratégie. Il faut une candidature commune du Front de Gauche sur un programme radical, un programme de rupture avec l'austérité et le capitalisme en crise. Voilà ce qu'il faut proposer aux millions de jeunes et de travailleurs qui cherchent une alternative à la faillite du système.

L'héritage du Front de Gauche

Conscient que beaucoup de militants et sympathisants du Front de Gauche rejettent la démarche des primaires, Pierre Laurent explique : *« En se tournant vers celles et ceux qui se dressent contre la politique de Hollande, en ouvrant avec eux le débat politique, en les invitant à prendre la main sur les échéances de 2017, nous sommes fidèles aux orientations qui nous ont conduits à créer le Front de gauche »* (note 5). Ainsi, les primaires prolongeraient la démarche du Front de Gauche. La ligne de démarcation passerait sur la gauche de la politique de François Hollande. Mais celui-ci est allé si loin vers la droite qu'une opposition *générale* à sa politique délimite un espace idéologique et programmatique extrêmement vague (le fameux *« arc de forces »*), dans lequel n'importe quel réformiste ultra-modéré se sentira à son aise.

Il est utile, ici, de rappeler l'évolution du Front de Gauche entre 2009, l'année de sa création, et la présidentielle de 2012. Son lancement par la direction du PCF et Jean-Luc Mélenchon, qui venait de rompre avec le PS et fonder le Parti de Gauche, suscita de fortes résistances à la base du PCF, car beaucoup de militants y voyaient – non sans raison – une nouvelle entreprise d'*effacement* et de *liquidation* du parti. Pour la même raison, l'idée d'une candidature de Mélenchon à la présidentielle, qui était fermement soutenue par Pierre Laurent, n'allait pas de soi : 40 % des militants communistes s'y opposèrent, lors de la consultation interne de 2011. Mais une fois investi candidat, Mélenchon mena une campagne très énergique, radicale et dirigée à la fois contre la droite, l'extrême droite *et le Parti Socialiste*. Sur fond de crise mondiale du capitalisme, cette campagne suscita un enthousiasme croissant et fut ponctuée par des meetings et rassemblements massifs. A son apogée, en 2012, le Front de Gauche était perçu par ses militants et ses sympathisants comme une *alternative de gauche* au PS. C'est d'ailleurs ainsi que Mélenchon présentait les choses.

En s'orientant nettement *vers la gauche*, Mélenchon a suscité l'enthousiasme de millions de jeunes et travailleurs. Mais l'enthousiasme était de moins en moins vif au sommet du PCF, qui ne voulait pas entendre parler d'une rupture nette avec le Parti Socialiste. Telle était la base politique des conflits ultérieurs entre Mélenchon et la direction du PCF. Et telle est la base politique de leur divergence actuelle sur 2017. Lorsque Pierre Laurent se réclame des *« orientations qui nous ont conduits à créer le Front de gauche »*, il nous ramène à 2008-2009, *avant* la campagne radicale de Mélenchon, alors que c'est cette radicalité qui a fait le succès du Front de Gauche, en 2011 et 2012. En outre, Pierre Laurent nous ramène *avant* l'expérience de « frondeurs » et autres semi-opposants au gouvernement, qu'ils soient du PS ou d'EELV.

2017 : simple « répétition » de 2012 ?

« 2017 ne doit pas être la simple répétition de 2012 », explique sans cesse Pierre Laurent pour appuyer la démarche des primaires. Autrement dit, une candidature unitaire du Front de Gauche ne *pourrait pas* faire mieux qu'en 2012, selon lui. Ce scénario ouvrirait le deuxième tour de la présidentielle à la droite et au FN, conclut Pierre Laurent.

Au fond, ce raisonnement n'est qu'une version améliorée de l'appel au « vote utile », c'est-à-dire au prétendu « moindre mal ». Il est cette fois-ci dirigé contre la candidature de Mélenchon. « Battre la droite et l'extrême droite » devient l'objectif sacré au regard duquel la candidature de Mélenchon constitue un risque – et donc un problème. On se demande : en quoi la candidature d'un Montebourg ou d'une Duflot serait moins « risquée » ? C'est le secret bien gardé de Pierre Laurent.

La direction du PCF n'avance pas le début d'une justification de sa thèse selon laquelle la candidature de Mélenchon ne pourrait pas faire mieux qu'en 2012 (11 %). Elle se contente de l'affirmer. Mais en réalité, il est évident qu'une candidature unitaire du Front de Gauche – sur un programme offensif de rupture avec l'austérité – aurait *bien plus* de potentiel qu'en 2012. Depuis la dernière présidentielle, des millions d'électeurs de François Hollande ont perdu leurs dernières illusions dans la direction du PS – et peuvent être gagnés à une alternative de gauche. Tout pousse dans ce sens : la crise du capitalisme, la faillite du PS, le contexte international (Podemos, Sanders, Corbyn, etc.), la lutte contre la loi Travail, les Nuits debout, etc. Il n'y a que les dirigeants du PCF pour ne pas le voir. Mais comme on le sait, « il n'y a pas plus aveugle que celui qui ne veut pas voir ».

L'avenir du PCF

Encore une fois, la stratégie des primaires n'est pas une erreur isolée, accidentelle, des dirigeants du PCF. Elle est le prolongement d'une longue dérive droitière dont le parti n'a cessé de pâtir, sur les plans électoral et militant. Le nombre de militants à jour de cotisations est tombé à 64 200 lors du congrès de 2012, contre 78 800 lors du congrès de 2008. Le vote sur les textes du 37e congrès, début mai, permettra de connaître l'évolution de ce chiffre. Mais au-delà des effectifs du parti, il y a le problème de son déclin dans la conscience collective du mouvement ouvrier, à commencer par ses éléments les plus actifs. A un certain stade, ce déclin peut être marqué par une rupture qualitative aboutissant à la marginalisation du parti.

Des camarades se rassurent à bon compte en évoquant le rôle prépondérant du PCF dans l'histoire de notre pays. Il est exact que le parti repose sur de grandes traditions de luttes. Mais

cela ne tranche pas la question de son avenir. Par exemple, le Parti Communiste Italien était le plus puissant PC d'Europe de l'Ouest. Or ce qu'il en reste aujourd'hui – *Refondation Communiste* – a pratiquement disparu du paysage politique italien. Le PCF n'en est pas encore là. Mais les erreurs de sa direction pourraient aboutir au même résultat. C'est désormais un danger bien réel – non dans 10 ou 20 ans, mais à plus court terme, car la crise du capitalisme accélère tous les processus.

La stratégie du PCF pour 2017 n'est pas le seul élément de l'équation, bien sûr. Le problème est beaucoup plus profond. Après la chute des dictatures staliniennes d'URSS et d'Europe de l'Est, au début des années 90, la direction du parti a « jeté le bébé avec l'eau du bain », s'est ralliée à l'économie de marché et a officiellement abandonné l'objectif de renverser le système capitaliste. Dès lors, la différence entre le PCF et la social-démocratie fut beaucoup moins évidente aux yeux des travailleurs, d'autant que le PCF multipliait les alliances sans principes avec le PS et participait avec lui à un gouvernement qui a massivement privatisé (1997-2002). Sur le plan idéologique et programmatique, la direction du parti a sombré dans un « réformisme de gauche » extrêmement confus et modéré. Aujourd'hui encore, malgré la crise du capitalisme, elle s'arrête religieusement devant la propriété capitaliste, qu'elle n'ose pas remettre en cause. C'est la racine de son soutien au gouvernement Tsipras, par exemple.

Seul un puissant virage à gauche du PCF peut enrayer son déclin. Cela signifie une rupture politique nette avec le Parti Socialiste – et l'adoption d'un programme *révolutionnaire*, qui vise à en finir avec le capitalisme en crise.

Les textes alternatifs du congrès

Outre le texte d'orientation adopté par le Conseil National du parti, les militants communistes pourront voter, début mai, pour l'un des quatre « textes alternatifs ». Leur analyse détaillée sort des limites de ce document. Examinons brièvement le rôle qu'ils peuvent jouer à l'occasion du congrès du parti.

Présenté par *La Riposte*, le texte intitulé *Pour une politique communiste* est le seul qui expose avec une certaine clarté la nature de la crise actuelle et le programme général du marxisme. Cependant, son défaut majeur est précisément d'être beaucoup trop *général*. Il n'analyse sérieusement ni la crise du Front de Gauche, ni les erreurs récentes de la direction du parti. La question des alliances avec le PS est abordée de façon très générale, sans analyser l'expérience récente et en tirer de conclusion concrète. Il ne dit pas un mot de la présidentielle de 2017. Il ne développe pratiquement pas les perspectives pour le parti.

Malgré ses sérieuses carences, ce texte alternatif pourrait gagner les suffrages d'un nombre significatif de camarades. Mais l'opposition à la politique actuelle de la direction se cristallisera probablement sur un autre texte alternatif : *L'ambition communiste pour un Front de gauche populaire et citoyen*. Soutenu par des cadres dirigeants et intermédiaires du parti, ce texte alternatif critique les primaires, propose de relancer le Front de Gauche et appelle à une *« rupture claire avec un PS discrédité »*. Ce texte est réformiste et souvent confus. Mais du fait du rejet des primaires et des alliances avec le PS, à la base du parti, il pourrait faire un bon score, d'autant qu'il bénéficie de nombreux relais dans les fédérations. Est-ce que cela suffira à changer l'orientation du parti ? Rien n'est moins sûr, compte tenu de la confusion du texte en question. Mais il pourrait accélérer la polarisation interne au parti. Le fait que des dirigeants soutiennent un texte alternatif est déjà, en lui-même, un symptôme important de cette crise.

Par-delà leurs différences, les deux autres textes alternatifs (note 6) sont issus d'une même « tendance », qui s'est divisée au congrès de 2012. Ces camarades s'opposent de longue date à la dérive droitière de la direction du PCF, dans la foulée de la chute de l'URSS et du bloc de l'Est. Leurs critiques sont parfois justes. Mais leurs idées s'enracinent dans la période *antérieure* à la chute des régimes staliniens, lorsque le PCF les soutenait. Ils semblent incapables de faire l'analyse critique du stalinisme et de la politique erronée du PCF à l'époque, dont ils reproduisent bien des défauts. Leurs analyses du Front de Gauche et de la situation politique en général sont très rigides, voire sectaires. Ils conservent une certaine influence dans le parti, mais leurs idées ne peuvent pas jouer un rôle important dans son redressement.

Rompre avec le système et ses appareils politiques

Les « Nuits debout » illustrent, en France, un phénomène qui s'est déjà clairement manifesté dans d'autres pays : *la radicalisation de la jeunesse*, qui aspire à une transformation radicale de la société. C'est d'abord sur la jeunesse que s'appuient Podemos, Corbyn et Sanders. En France aussi, la jeunesse serait prête à s'engager dans une lutte politique massive contre l'ordre établi, *à condition de trouver l'instrument adéquat* de cette lutte. Les « 500 000 questionnaires » du PCF peuvent-ils jouer ce rôle ? La réponse est dans la question, nous semble-t-il.

Il faut une stratégie et un programme de rupture avec le système économique et politique actuel. Et cela signifie : rupture avec toutes les politiques d'austérité, mais aussi avec le *système* et les *appareils politiques* corrompus qui les mettent en œuvre. Cela aurait un immense écho dans la jeunesse et la classe ouvrière.

Il ne s'agit pas de tourner le dos à l'idée de « parti » en général. Il ne faut pas faire de concessions de principe aux tendances anarchisantes qui traversent une partie de la jeunesse, inévitablement, en réaction aux trahisons de la « gauche » officielle. Ces tendances sont d'ailleurs assez superficielles, comme le montre en Espagne l'émergence de Podemos, qui est désormais un parti. Mais comme le montre aussi l'exemple de Podemos, qui a critiqué sans ménagement la direction du PSOE, *il faut rompre avec l'appareil pourri, corrompu et discrédité du Parti Socialiste*. Ceux qui ne l'ont pas compris font eux-mêmes partie du problème – et beaucoup ne l'ont pas compris, place du Colonel Fabien.

La candidature de Jean-Luc Mélenchon

Jean-Luc Mélenchon l'a compris. Et il semble avoir fini par comprendre que l'appareil des Verts ne vaut pas mieux que celui du PS. Son rejet des primaires en découle logiquement.

En annonçant sa candidature, en février, Mélenchon s'est attiré les foudres convenues des dirigeants du PCF. Après s'être engagés dans l'impasse des primaires, ils lui reprochent sa… « solitude ». Il est exact que sans le soutien du PCF, Mélenchon est privé de la base militante du PCF, qui avait fait des merveilles dans la campagne de 2012. Par ailleurs, le Parti de Gauche a été miné par une ligne politique erratique, souvent opportuniste – et par un mauvais régime interne ; beaucoup de jeunes militants prometteurs l'ont quitté ou ont été poussés vers la sortie. Mais Mélenchon n'est pas « seul » pour autant. Quatre ans après la présidentielle de 2012, il est la figure dirigeante la plus connue et la plus appréciée du Front de Gauche – de très loin. C'est un fait. Malgré ses propres erreurs et errements, il a conservé une bonne partie

de l'autorité politique accumulée à l'époque de la dernière présidentielle – et en a accumulé depuis dans de nouvelles couches de la population. Il est capable de défendre avec fermeté les victimes du capitalisme, par exemple lors du lynchage médiatique des travailleurs d'Air France, en octobre dernier.

Comme marxistes, nous avons d'importantes divergences avec les idées de Mélenchon. Mais au seuil de la campagne électorale de 2017, nous posons la question : *qui*, au sein du Front de Gauche, semble le mieux à même de défendre avec énergie une *alternative de gauche* au PS et à l'« arc de forces » des pseudo-frondeurs ? (note 7) La réponse ne devrait pas poser de grandes difficultés. Nous avons vu qu'elle en pose à la direction du PCF, mais pour de très mauvaises raisons. Et si elle s'obstine dans la voie des primaires, il est possible qu'un nombre significatif de militants communistes fassent campagne pour Mélenchon, lequel s'en trouverait encore moins « seul ».

« La France insoumise »

Mélenchon espère cristalliser un mouvement politique massif autour de sa candidature : « la France insoumise ». Il l'a lancé dès le mois de février dernier pour lui donner le temps de se construire.

Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, Mélenchon présente sa candidature comme « hors partis » – tout en invitant les partis et organisations de gauche à le soutenir. Mais lorsqu'il dit s'adresser au « peuple » indépendamment des partis, cela pose un problème. Le « peuple » – entendu comme la masse des exploités et des opprimés – n'est pas politiquement homogène. Il est traversé par toutes sortes d'idées contradictoires, y compris réactionnaires. Dès lors, ses couches les plus conscientes et les plus militantes doivent se regrouper dans une organisation impulsant et dirigeant la mobilisation des couches retardataires. C'est justement ce qu'on appelle un parti. Il est vrai qu'aujourd'hui les partis sont souvent discrédités, comme Mélenchon le souligne. Mais ce n'est pas une raison pour y renoncer. D'ailleurs, Mélenchon lui-même n'y renonce pas, puisque ses « comités de soutien » sont animés par des militants du Parti de Gauche, à ce stade.

Personne n'a encore trouvé le moyen d'organiser une lutte politique sérieuse contre le système capitaliste, son appareil d'Etat, ses partis et ses médias sans développer un mouvement politique regroupant non tout « le peuple », mais d'abord sa couche la plus consciente et la plus déterminée. La campagne de Mélenchon ne sera vraiment utile que si elle contribue à *faire avancer l'organisation politique de la jeunesse et du mouvement ouvrier dans sa lutte contre le capitalisme en crise*. Car cette lutte ne s'arrêtera pas en mai 2017, quel que soit le vainqueur de l'élection.

On entend parfois l'idée qu'une victoire de Mélenchon en 2017 serait suivie de la convocation d'une Assemblée Constituante qui, grâce à sa « légitimité populaire », aurait tout le loisir de régler les problèmes du pays, sans rencontrer d'obstacles majeurs. Or les choses ne seraient pas aussi simples. Une victoire de Mélenchon en 2017, comme celle de Tsipras en janvier 2015, serait suivie d'une intensification de la lutte des classes, et plus exactement d'une *offensive implacable de la classe dirigeante*, qui se moque des Constituantes et de la « légitimité populaire » comme de sa première chemise. Elle s'efforcerait par tous les moyens de saboter les réformes contraires à ses intérêts. D'où la nécessité d'un *parti* organisant les éléments les plus conscients et les plus militants de notre classe, pour entraîner la masse de la

population dans la lutte, vaincre la résistance de la classe dirigeante – et mettre en œuvre un programme progressiste.

La question du programme

La question du contrôle démocratique de la campagne de Mélenchon est très importante. Les jeunes et les travailleurs qui s'impliquent dans une campagne électorale doivent avoir leur mot à dire. En particulier, la question du programme que va défendre Mélenchon ne peut pas être laissée à sa seule appréciation.

Mélenchon dit qu'il veut reprendre et « compléter » le programme du Front de Gauche de 2012, *L'Humain d'abord*, qui s'était vendu à plus de 400 000 exemplaires. C'est un bon point de départ. Mais qui décidera ce qui doit être modifié, dans ce programme ? Et suivant quel processus démocratique sera-t-il modifié ? Les contributions individuelles postées sur le site internet de « la France insoumise » ne suffisent pas. Le programme doit être collectivement débattu et amendé par les militants. Une « Conférence nationale » pourrait marquer l'aboutissement d'un tel processus démocratique, qui permettrait d'impliquer un maximum de militants et sympathisants.

Une large discussion sur le programme est d'autant plus nécessaire que, depuis 2012, des événements politiques majeurs ont eu lieu à l'échelle internationale. Il faut en tirer les leçons, notamment programmatiques. Prenons l'exemple – fondamental – de la crise grecque. Lors de la victoire électorale de Syriza, tous les dirigeants du Front de Gauche, Mélenchon compris, soutenaient la démarche d'Alexis Tsipras, qui se proposait de négocier avec la « troïka » l'allègement de la dette publique grecque et la mise en œuvre d'un programme ambitieux de réformes progressistes. On connaît la suite : la « troïka » a refusé toute négociation et exigé de Tsipras qu'il renonce à son programme au profit d'un troisième Mémorandum. Le premier ministre grec a capitulé le 13 juillet 2015 et, depuis, soumet le peuple grec à un nouveau régime d'austérité drastique.

Quelles leçons doit-on tirer de ce revirement brutal ? La direction du PCF conteste l'idée même d'un « revirement » de Tsipras... Passons. De son côté, Mélenchon explique qu'il faut *« rompre avec les traités européens »* ; il en fait un élément central de sa campagne. Les traités européens sont réactionnaires ; ils doivent être rejetés. Mais ils ne sont que l'organisation politique et juridique du capitalisme européen. Il faut donc rompre avec le système réactionnaire – le capitalisme – sur lequel reposent ces traités. Il faut trancher la question : qui doit diriger l'économie ? Les travailleurs, qui produisent tout – ou quelques centaines de grandes familles capitalistes avides de profits ? Tsipras a capitulé parce qu'il a refusé de s'engager dans la seule voie lui permettant de réaliser son programme : l'expropriation des grands capitalistes grecs, la répudiation de la dette publique et un appel aux autres peuples d'Europe pour qu'ils suivent cette voie – celle de la révolution socialiste.

Il est vrai qu'isolée, une Grèce socialiste ferait face à de grandes difficultés. Mais c'est précisément pour cette raison que le marxisme est un *internationalisme*. Le développement international de la révolution socialiste n'est pas une idée généreuse et sentimentale, comme on l'entend parfois. C'est une implacable nécessité objective et matérielle.

Combien de temps une révolution socialiste resterait-elle limitée aux frontières d'un seul pays d'Europe ? Il est impossible de le prévoir avec précision, car de nombreux facteurs interviendront dans cette lutte entre des forces vivantes – et notamment ce que les marxistes

appellent le *facteur subjectif* : le parti et la direction révolutionnaires. Mais on peut prévoir avec certitude que le renversement du capitalisme dans un pays d'Europe, quel qu'il soit, aurait un énorme impact politique sur tout le continent – et au-delà. Une vague révolutionnaire ne tarderait pas à balayer l'Europe. Cela accélérerait la polarisation politique. La question serait posée à toutes les forces de gauche : « pour ou contre la Révolution grecque (ou espagnole, etc.) ? », de même qu'Octobre 1917 avait posé la question : « pour ou contre la Révolution russe ? ».

Il n'est pas décisif, au fond, que ce soit la Grèce, l'Espagne ou un autre pays qui commence. La puissance économique relative des différents pays d'Europe n'entre pas en ligne de compte dans nos perspectives générales, car les conséquences politiques du renversement du capitalisme dans un pays, quel qu'il soit, seront très indépendantes de son PIB. Aussi, les raisonnements sur la différence entre la « petite » Grèce et la « puissante » France n'ont pas grand intérêt. Ils aboutissent en général à la conclusion fausse que la Grèce est trop faible pour le socialisme – et la France assez puissante pour s'en passer.

En France, les choses se poseront dans les mêmes termes qu'en Grèce. Il ne sera pas possible d'enrayer la régression sociale et d'engager des réformes progressistes sur la base du capitalisme en crise, c'est-à-dire tant que l'économie sera dominée par une poignée de parasites géants. Cette idée manquait au programme *L'Humain d'abord*. Il faut l'y ajouter.

Conclusion

A ce jour, la scission du Front de Gauche est un fait. Mais il s'agit avant tout d'une division *à son sommet*. Les militants et la masse des sympathisants qui ont fait les grandes heures du Front de Gauche n'ont pas disparu. Ils *subissent* cette division. Ils aspirent à l'unité de la « gauche radicale » et redoutent une dispersion de ses forces en 2017. Beaucoup de militants ne sont pas convaincus – et pour cause ! – par les arguments que les dirigeants du PCF avancent pour justifier cette division, c'est-à-dire pour faire porter le chapeau au voisin.

Certes, Mélenchon et la direction du Parti de Gauche ont leur part de responsabilité dans la crise du Front de Gauche (alliances avec les Verts, etc.) Mais en fin de compte, qui appelle aujourd'hui à se lancer dans le bourbier des primaires ? La direction du PCF. Mélenchon ne pourrait maintenir « l'unité » du Front de Gauche qu'en s'y jetant lui-même. Doit-il le faire, au nom de « l'unité » ? Non : il a cent fois raison de s'y refuser. Voilà le fait central de la situation du Front de Gauche, aujourd'hui. Les militants communistes ont tout intérêt à prendre la mesure de cette situation et à en tirer les bonnes conclusions, en commençant par exiger que le parti renonce aux primaires. Une fois sorti de cette impasse, le PCF pourrait ouvrir une discussion sérieuse avec Mélenchon et ses camarades sur la question du programme et de la stratégie pour 2017.

On nous répondra qu'il ne faut pas diviser le parti. Mais le parti est déjà divisé. Il y a une lutte fractionnelle dans l'appareil – et, surtout, une fracture entre la base et le sommet. L'unité dans le cadre d'une mauvaise orientation est une mauvaise unité. A terme, c'est l'avenir du parti qui est en jeu. Au-delà de la question des primaires, l'orientation politique générale de la direction du parti le mène droit dans le mur. La mobilisation actuelle de la jeunesse est le signe sûr que de grands événements se préparent, en France. Si le PCF ne change pas de cap, il peut passer à côté de ces grands événements – et sombrer dans l'oubli. Le développement de la lutte des classes peut faire grandir un parti ouvrier ; mais elle peut aussi le marginaliser, quand bien même il aurait près d'un siècle d'existence.

De son côté, Mélenchon va s'efforcer de construire un nouveau mouvement autour de sa candidature. Son succès – ou non – dépendra de différents facteurs, dont Mélenchon lui-même n'est pas le moins important. Il nous a habitués au meilleur comme au pire ; or le pire peut parfois gâcher le meilleur. En dépit de ses talents et de la radicalité dont il est capable, le foisonnement de ses idées offre un tableau chaotique et contradictoire, où des idées progressistes, parfois même révolutionnaires, cohabitent avec des idées réactionnaires (note 8). C'est un fait reconnu de nombreux militants qui le soutiennent – et c'est un sérieux danger pour sa campagne. La nécessité d'un contrôle démocratique de celle-ci n'en est que plus indispensable, en particulier sur la question du programme.

---

[1] Voir, plus bas, la partie de ce document intitulée : *Les textes alternatifs du congrès*

[2] Quel était, en 1997, l'argument des dirigeants du PCF en faveur d'une participation gouvernementale ? Encore et toujours : « pousser le PS vers la gauche ». On a vu le résultat.

[3] Mentionnons également le rôle d'André Chassaigne lors de la grève des cheminots de juin 2014. Cette grève s'opposait à un texte du gouvernement favorisant la privatisation du rail. Après plusieurs semaines de grève, un amendement a été voté qui, selon Chassaigne, changeait « tout ». Il fut invité dans les radios et les télés pour appeler les cheminots à reprendre le travail. Or en réalité l'amendement en question ne changeait pas grand-chose. Le PCF fut alors perçu – *via* Chassaigne – comme un allié du gouvernement face aux grévistes.

[4] Voir *2017 : Le mouvement populaire doit prendre la main*

[5] Ibid

[6] Ces deux textes s'intitulent *Unir les communistes, le défi renouvelé du parti communiste !* et *Reconstruisons le parti de classe ! Priorité au rassemblement dans les luttes*.

[7] Inutile de s'arrêter sur l'hypothèse d'une candidature de Pierre Laurent : elle suscite très peu d'enthousiasme dans les rangs du PCF, comme d'ailleurs chez le premier concerné.

[8] Voir par exemple : http://www.marxiste.org/actualite-francaise/front-de-gauche/1590-sur-la-geopolitique-de-jean-luc-melenchon. Et aussi : http://www.marxiste.org/actualite-francaise/front-de-gauche/1546-l-impasse-du-souverainisme-de-gauche